



23 mars 2019

## Haiti - Politique : L'OCID alerte des risques d'aggravation de la crise haïtienne



L'Observatoire Citoyen pour l'Institutionnalisation de la Démocratie (OCID) se dit fortement préoccupé par la multiplication des décisions et prises de position des acteurs politiques, en particulier ceux des pouvoirs publics, qui augmentent considérablement les facteurs de risque d'aggravation de la crise en Haïti. Aussi l'Observatoire croit de son devoir de tirer la sonnette d'alarme pour attirer l'attention des décideurs sur les questions essentielles qui, au vu des dernières évolutions de la conjoncture politique, semblent avoir été totalement éclipsées par les luttes politiciennes au plus haut niveau de l'État.

### L'OCID constate que la priorité n'est pas accordée aux mesures annoncées par le pouvoir

exécutif <https://www.haitilibre.com/article-26955-haiti-flash-le-premier-ministre-ceant-devoile-9-mesures-d-urgence.html> soit pour renforcer la crédibilité des institutions de lutte contre la corruption soit pour apporter une réponse rapide à la misère des populations vulnérables et lutter contre la cherté de la vie.

Même le budget 2018-2019, qui a été retourné au Gouvernement pour correction par la Chambre des Députés n'a toujours pas été finalisé et soumis au Parlement <https://www.haitilibre.com/article-27261-haiti-economie-progression-du-pret-de-229-millions-du-fmi-suspendue.html>

Dans un contexte de forte polarisation, l'Observatoire déplore l'incapacité des décideurs à engager un dialogue crédible pouvant déboucher sur le consensus minimal nécessaire pour un dégel de la crise et la définition de mécanismes consensuels pour des assises nationales. Tous les acteurs politiques, toutes tendances confondues aussi bien que ceux de la société civile et du secteur privé sont unanimes à reconnaître que seul un dialogue inclusif et sincère pourra créer les conditions pour la stabilité politique et institutionnelle, la tenue des élections et la relance de l'économie du pays.

L'OCID constate, avec une grande préoccupation, que les poches d'insécurité continuent de se multiplier dans le pays et qu'aucune action énergique et soutenue n'a été jusqu'ici engagée pour rassurer la population. L'urgence de la situation actuelle d'insécurité appelle à des interventions rapides et efficaces.

L'Observatoire a été sidéré d'apprendre que les projets de loi électorale et de loi organique du Conseil Électoral, censés être disponibles depuis novembre 2018, n'ont toujours pas été introduits au Parlement. Cette nonchalance est pour le moins paradoxale quand on considère la rapidité avec laquelle par exemple l'interpellation d'un Premier Ministre est liquidée.

Fort de ces constats alarmants, l'OCID recommande aux décideurs du pays et en particulier, au Chef de l'État et aux deux Chambres du Parlement :

- D'engager des actions énergiques affirmant leur volonté politique d'œuvrer à la stabilisation du pays, en particulier par l'application et le renforcement des mesures économiques et sociales annoncées en février 2019, et par l'adoption et la mise en oeuvre d'un plan cohérent de lutte contre l'insécurité ;
- De dresser un bilan des initiatives de dialogue déjà engagées, à la lumière des critiques émises et des propositions faites par divers secteurs, pour enfin engager un processus de dialogue plus crédible, qui puisse rassurer un maximum d'acteurs politiques et de la Société Civile ;
- De donner la priorité qu'ils méritent aux projets ou propositions de loi (notamment le budget 2018-2019, le projet de loi organique du Conseil électoral, le projet de loi électorale, le projet de loi sur les partis politiques) et accords dont l'adoption s'avère cruciale pour éviter l'aggravation de la crise dans les mois et années à venir ;
- De mettre un terme aux polémiques politiciennes entre responsables et institutions d'État qui ne font qu'écorner l'image des institutions et affaiblir davantage un État déjà fragile et en difficulté pour assurer ses fonctions régaliennes ;
- De cesser la banalisation des demandes sociales, attitude qui n'aura d'autre conséquence que la radicalisation de la contestation.

Lire aussi :

<https://www.haitilibre.com/article-26955-haiti-flash-le-premier-ministre-ceant-devoile-9-mesures-d-urgence.html>